



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE  
T/OBS.5/12  
5 août 1953  
ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français  
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Section:</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de M. François Ndé (T/PET.5/195) . . . . .	2
2. Pétition de M. Albert Menguele (T/PET.5/196 . . . . .	2
3. Pétition de M. Pierre Badjeck (T/PET.5/200) . . . . .	4
4. Pétition de M. Jean Sanchez (T/PET.5/201) . . . . .	5
5. Pétition de M. Ibrahim Ngoh (T/PET.5/202) . . . . .	5
6. Pétition de M. Pierre Libii (T/PET.5/203) . . . . .	5
7. Pétition de M. Pierre Dimalla (T/PET.5/205) . . . . .	5
8. Pétition de MM. Jean Yamagang et Manengoteng (T/PET.5/206) Pétition de MM. Bernard Songo, Paul Mpako et Max Mouebele (T/PET.5/209) . . . . .	7
9. Pétition du Bureau du comité central de l'Union des populations du Cameroun à Mbalmayo (T/PET.5/207). . . . .	7
10. Pétition de M. Norbert Yamgwet de Bana (T/PET.5/212). . .	8

1. Pétition de M. François Ndé (T/PET.5/195)

Le pétitionnaire a été révoqué de son emploi dans l'administration par arrêté du 29 octobre 1947, à la suite d'une condamnation à deux mois d'emprisonnement pour coups et voies de fait commis en état d'ivresse.

Il a présenté plusieurs demandes de réintégration. Il n'a pas été possible de lui donner satisfaction, en raison des faits qui ont motivé sa condamnation.

2. Pétition de M. Albert Menguele (T/PET.5/196)

L'autorité chargée de l'administration croit devoir apporter les précisions suivantes sur les incidents qui se sont déroulés le 1er Juin 1952 à Sangmélima.

Le gendarme BONNET, assistait à un match de football. Le nommé BETOLO, infirmier à Yaoundé, et frère du pétitionnaire, qui se trouvait en congé à Sangmélima le prit à parti. Le gendarme interpella BETOLO, qu'il ne connaissait pas, pour lui demander ses pièces d'identité. L'infirmier, ayant répondu qu'il n'en avait pas, fut invité à se rendre à la brigade pour vérification d'identité. Sur son refus, le gendarme appela deux gardes camerounais et leur donna l'ordre de conduire l'infirmier à la brigade. Il s'en suivit une rixe au cours de laquelle le gendarme, intervenant pour secourir les gardes, fut fortement mordu à la main par BETOLO.

Le gendarme fut alors emmené à l'hôpital par le médecin africain du poste, tandis que BETOLO maîtrisé par les gardes était amené à la prison de Sangmélima, aucune chambre de sûreté n'existant à la brigade de gendarmerie.

Le chef de subdivision, pour calmer l'effervescence que cet incident avait soulevée, fit disperser la foule qui se trouvait au terrain de foot-ball et envoya quelques gardes camerounais, sous la conduite d'un sergent autochtone, patrouiller dans le quartier Akon pour empêcher toute manifestation susceptible de troubler l'ordre public. Quelques individus dépourvus de pièces d'identité furent emmenés à la brigade pour vérification d'identité.

Le rôle du mécanicien GIRARD s'est limité à la conduite du véhicule qui a assuré le transport des gardes.

Le chef de subdivision rendit immédiatement compte de l'incident à ses supérieurs.

L'infirmier BETOLO fut inculpé de violences contre un agent de la force publique et condamné à 3 mois d'emprisonnement par jugement du juge de paix à compétence étendue d'Ebolowa, le 2 septembre 1952.

BETOLO et cinq autres africains ont porté plainte pour violences et se sont constitués parties civiles. Betolo accuse non seulement les gardes camerounais, mais encore le gendarme Bonnet, le mécanicien Girard et le chef de subdivision. Il est certain qu'il a été assez malmené par les gardes au moment de son arrestation et par suite de la résistance violente qu'il leur a opposée. Les fonctionnaires européens mis en cause ont formellement nié avoir frappé Betolo ou avoir donné l'ordre de le frapper.

Plainte ayant été déposée en justice, l'instruction est actuellement menée par le juge de paix à compétence étendue de Sangmélina.

Sur le plan administratif, une sanction disciplinaire a été infligée dès le mois de juin au gendarme Bonnet dont ses chefs ont estimé qu'il avait manqué de jugement dans sa réaction initiale. Il a été déplacé, ainsi que certains des gardes camerounais, suspectés malgré leurs dénégations, d'avoir participé aux violences exercées contre Betolo.

L'affaire est, dans son ensemble, regrettable, mais n'a pas revêtu un caractère de gravité réelle et n'a pas dépassé les proportions d'une rixe entre les forces de police et des individus excités. Il est à signaler que les matches de football s'accompagnent souvent dans cette région de manifestations passionnées. Trois semaines auparavant, sur le même terrain, l'arbitre avait été hué et expulsé du terrain par les joueurs.

En ce qui concerne les autres doléances du pétitionnaire, il ne semble pas qu'elles aient le moindre fondement. Tous les manoeuvres employés aux travaux de voirie de Sangmélina sont recrutés et payés régulièrement, conformément à la réglementation du travail en vigueur. On ne se souvient pas d'avoir jamais vu "un vieux chef supérieur de Sangmélina frappé publiquement par un administrateur et trempé dans l'eau d'un marigot."

3. Pétition de M. Pierre Badjeck (T/PET.5/200)

Le pétitionnaire attire l'attention du Conseil de tutelle sur une requête adressée par son père, Badjeck Robert, au Procureur Général le 14 septembre 1950.

Badjeck Robert, ancien chef du village d'Ekoum a subi, les condamnations suivantes :

1.- le 15 janvier 1945, par jugement N° 13 du tribunal de premier degré d'Eséka, à 3 mois de prison pour opposition répétée à l'autorité des chefs. Plainte avait été déposée par le Chef de canton Mbem Mayi Michel. Sur appel de Badjeck, le jugement fut confirmé le 26 février 1945 par le tribunal du second degré d'Edéa, puis par la chambre d'homologation par arrêt du 20 novembre 1945.

2.- le 23 mars 1945, par jugement N° 17 du tribunal du second degré d'Edéa, à un an de prison pour dénonciation calomnieuse. Sur appel de Badjeck, le jugement fut confirmé par la Chambre d'homologation par arrêt du 4 septembre 1945. Main-levée du mandat de dépôt avait été donnée le 10 juillet 1945.

3.- Le 21 août 1945, par jugement N° 34 du tribunal du second degré d'Edéa, à 5 ans de travaux forcés et 5 ans d'interdiction de séjour pour séquestration de personnes et violences et à 5 ans de travaux forcés et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol en bande et effraction, la confusion des peines étant prononcée. Cinq complices étaient condamnés à des peines variant de 1 an à 3 mois d'emprisonnement. BADJECK avait été placé sous mandat de dépôt le 11 juillet 1945. Sur appel, Badjeck fut condamné par arrêt du 20 novembre 1945 de la chambre d'homologation à 4 ans d'emprisonnement et 5 ans d'interdiction de séjour.

Badjeck a bénéficié d'une libération conditionnelle le 8 mai 1948. Il fut autorisé à résider à Kribi.

Par arrêté du 12 septembre 1950, Badjeck fut autorisé à séjourner dans la subdivision d'Eséka et, par conséquent, dans son village d'origine.

En 1952, Badjeck sollicita la remise de la peine d'interdiction de séjour qui lui restait à purger : par décision du 13 janvier 1953, le Conseil supérieur de la magistrature a rejeté ce recours.

Badjeck est donc resté soumis à l'interdiction de séjour jusqu'au 9 mai 1953, soit 5 ans après la date de sa libération anticipée. Depuis cette date, il est libre de se déplacer à l'intérieur du Territoire.

4. Pétition de M. Jean Sanchez (T/PET.5/201)

Le pétitionnaire étant actuellement absent du Territoire, il a été matériellement impossible de recueillir des détails supplémentaires qui auraient permis de répondre à cette pétition.

5. Pétition de M. Ibrahim Ngoh (T/PET.5/202)

Le pétitionnaire est en litige avec le chef supérieur Njikouotou pour une question de terrains. Njikouotou ayant demandé la reconnaissance de ses droits fonciers sur un terrain comprenant la parcelle en litige, le pétitionnaire fit opposition et demanda également la reconnaissance de ses droits. L'autorité chargée de l'administration précise que le conflit est en instance devant le Tribunal du second degré de Fouban.

6. Pétition de M. Pierre Libii (T/PET.5/203)

L'autorité chargée de l'administration précise qu'au cours de l'enquête effectuée par l'autorité administrative, Libii Pierre, qui n'est employé par aucune mission, n'a pas pu montrer de plantations lui appartenant qui aient subi des dommages. La parcelle qu'il considère comme "sa plantation" fait partie de la coupe régulièrement concédée à M. GUERIN par le permis forestier N° 112 et ne comporte en réalité aucune plantation. M. GUERIN en a commencé l'exploitation en août 1952, comme en fait foi le livre de coupe.

Libii Pierre ne semble pas avoir effectivement réclamé la moindre indemnité à M. Guérin. Par contre d'autres villageois de Bogso, dont les plantations ont légèrement souffert, ont été dédommagés.

Il ne semble pas, après enquête, que cette pétition ait le moindre fondement.

7. Pétition de M. Pierre Dimalla (T/PET.5/205)

Le pétitionnaire se réfère à trois faits différents sur lesquels l'autorité chargée de l'administration présente les observations suivantes :

1).- Le pétitionnaire est effectivement l'un des fondateurs du mouvement de l'évolution sociale camerounaise (ESOCAM) dont il a été président. Un Congrès de ce mouvement, tenu à Edéa en août 1952, l'a écarté de ces fonctions. Il impute cet échec à l'administration; c'est là une appréciation personnel qui ne paraît pas partagée par les autres membres du mouvement.

2).- Le pétitionnaire a été condamné pour abus de confiance par jugement du tribunal correctionnel de Yaoundé, du 9 février 1953, à 6 mois d'emprisonnement et 290.000 frs de dommages intérêts à verser à la partie civile le sieur ZENOUN.

Sur appel, la Cour, par arrêt du 15 avril 1953, a confirmé ce jugement, en réduisant le montant de la condamnation civile à 220.950 francs.

Le pétitionnaire s'est pourvu en cassation contre cet arrêt.

3).- Placé sous mandat de dépôt, le 13 novembre 1952, le pétitionnaire a été maintenu après le premier jugement en état de prévention du fait d'une autre information dont il est l'objet devant le Juge d'instruction d'Eséka. Il est prévenu de violences, séquestration arbitraire et complicité de vol par instructions données. Ces faits, qui se rattachent à une série d'actes d'hostilité, de sabotage et de vol fomentés contre le personnel et les biens d'une entreprise de travaux publics installés à Kikot, sont justiciables, s'ils sont établis, de la juridiction criminelle.

Le 30 septembre 1952, le représentant de l'Administration à Eséka, averti de ces actes, avait envoyé sur les lieux quatre gardes afin d'éviter que des désordres se produisent. Ceux-ci, à l'arrivée, ont été saisis par des gens agissant apparemment sur les ordres du pétitionnaire, ligotés et désarmés.

A la suite d'une enquête effectuée sur place par un gendarme, sur instructions du juge de paix à compétence étendue d'Eséka et du Procureur Général de Yaoundé, cinq individus ont été placés sous mandat de dépôt. L'instruction judiciaire suit actuellement son cours.

8. Pétition de MM. Jean Yamagang et Manengoteng (T/PET.5/206)  
Pétition de MM. Bernard Songo, Paul Mpako et Max Mouebele (T/PET.5/209)

Constatant qu'il s'agit en l'occurrence d'une même affaire, l'autorité chargée de l'administration présente sur ces deux documents les observations suivantes :

La Compagnie Française Sanga-Oubangui avait acquis à Kola, à titre définitif, un ancien séquestre allemand.

Or, les autochtones voisins ont vendu par la suite aux immigrants Bamilékes des terres qui se trouvaient à l'intérieur des limites de la C.F.S.O.. Certains Bamilékes s'y sont installés de bonne foi, croyant que les autochtones étaient propriétaires de ces terrains. D'autres par contre ont étendu indûment et en connaissance de cause leurs cultures à l'intérieur du domaine C.F.S.O..

L'affaire est actuellement soumise au Tribunal de Ngongsamba qui a demandé la reconstitution du bornage C.F.S.O. et l'expertise des cultures faites par les Bamilékes à l'intérieur de la propriété.

L'administration locale ne peut agir avant qu'une décision judiciaire intervienne mais elle suit de près l'évolution de cette affaire.

9. Pétition du Bureau du Comité central de l'Union des populations du Cameroun à Mbalmayo (T/PET.5/207)

Cette pétition faisant suite à la pétition de l'U.P.C. subdivision de Mbalmayo - datée du 5 décembre 1952 et répertoriée T/PET.5/R.5, l'autorité chargée de l'administration présente les observations suivantes :

Abessolo Nkoudou a été condamné par jugement N° 3 du 15 septembre 1952 du Juge de Paix à compétence ordinaire de Mbalmayo à 4 jours d'emprisonnement et 900 frs d'amende pour opposition à l'autorité légitime, en l'espèce pour avoir refusé de répondre à une convocation administrative, par application de l'article 483, 80 du Code pénal.

L'attitude d'Abesolo à l'audience à l'égard du juge avait motivé une première condamnation à 4 jours d'emprisonnement et 500 frs d'amende par jugement N° 2 de la même date, par application du même texte.



Contre ces deux jugements, Abessolo Nkoudou, s'est pourvu en annulation. Cette voie de recours, qui correspond au pourvoi en cassation n'était pas recevable, les jugements en cause n'ayant pas été rendus en dernier ressort. La chambre d'annulation de la cour d'appel de Yaoundé a déclaré ces recours irrecevables par arrêt du 4 mai 1953.

Cependant, avis de l'irrecevabilité avait été donné par le parquet de Yaoundé au juge de paix de Mbalmayo par lettre du 18 novembre 1952. Cette lettre, insuffisamment explicite, induisit en erreur ce magistrat qui se crut fondé à ramener les deux jugements à exécution, alors qu'ils ne devenaient exécutoires en fait qu'après arrêt de la chambre d'annulation.

Abessolo Nkoudou a donc purgé sa peine d'emprisonnement de façon anticipée. Il n'aurait dû être incarcéré qu'après le 4 mai 1953.

Des observations ont été adressées par le Procureur Général au parquet de Yaoundé et l'attention du juge de paix à compétence ordinaire de Mbalmayo a été attirée sur l'erreur commise pour en éviter le renouvellement.

10. Pétition de M. Norbert Yamgwet de Bana (T/PET.5/212)

Le pétitionnaire était élève de 5ème au Lycée Leclerc à Yaoundé et bénéficiaire d'une bourse d'études complète, assurant sa subsistance à l'internat du Lycée aux frais du Territoire. Il a été exclu du Lycée par décision du Conseil de discipline de cet établissement le 5 mars 1953, pour propos injurieux et diffamation à l'égard de la direction du Lycée, tenus dans une réunion publique. Cet acte faisait suite à plusieurs sanctions antérieures, notamment :

- Un blâme infligé le 15 janvier pour avoir envoyé un billet grossier à une élève de sa classe;
- Une exclusion de l'internat pendant 10 jours infligée, 6 jours après, pour refus d'obéissance à un surveillant de réfectoire;
- Et diverses autres manifestations d'indiscipline et d'insolence, soit en classe, soit à l'internat.

Ayant pris connaissance de ce dossier et interrogé l'intéressé, le Conseil de discipline, présidé par le Proviseur et composé du Censeur et de professeurs élus par le corps enseignant, a prononcé son exclusion.



Le 24 mars, Yangwet s'est présenté au Lycée, protestant contre son exclusion et refusant de s'en aller. Le Censeur du lycée demanda alors l'intervention du Commissaire de police qui, devant le refus de Yangwet de quitter les lieux, le fit porter dans un véhicule et amener au commissariat. Il fut transféré en voiture le 25 mars à Edéa, où il avait déclaré avoir une parente susceptible de l'héberger.

Pendant son séjour au Commissariat et son transport à Edéa, Yangwet a effectivement refusé de manger et de boire, prétendant qu'on cherchait à l'empoisonner. Il a opposé l'inertie la plus complète, obligeant ainsi les officiers de police chargés de le rendre à sa famille à le porter.

Aucune brutalité autre que cette simple contrainte physique n'a été exercée contre lui.

Il ne paraît pas nécessaire de relever les autres doléances du pétitionnaire, qui ne sont fondées sur aucun fait réel.

-----